

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

lundi 30 mars 2026

Choc pétrolier et aversion au risque : les marchés entrent en phase de correction.

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg	Price	Change	% Chg	
Crude Oil	101.39	1.75	1.76%	S&P 500	6,368.85	-108.31	-1.67%	S&P F	6,412.25	0	0.00%
Gold	4,490.00	-2.50	-0.05%	Dow Jones	45,166.64	-793.47	-1.73%	NASDAQ F	23,321.75	-6.75	-0.03%
Silver	70.125	0.33	0.47%	Nasdaq	20,948.36	-459.72	-2.15%	DJIA F	45,374	-50	-0.11%
	Changes			VIX	31.05	3.61	13.16%				
DXY Index	100.1	-0.050	-0.05%								
Euro	1.1513	0.000	0.03%								
Yen	159.79	-0.510	-0.32%	Energy			1.87%	Nikkei	51,591.83	-1781.24	-3.34%
Pound	1.3257	0.001	0.05%	Consumer Staples			0.78%	Shanghai	24,727.84	-224.04	-0.90%
				Utilities			0.61%	Singapore	3,922.72	9	0.23%
				Materials			-0.32%	Asia Dow	4,899.17	0.99	0.02%
U.S. 10yr	4.394	-4.4		Real Estate			-0.56%	Stoxx 600	5,201.94	-136.61	-2.56%
Germany 10yr	3.103	2.6		Health Care			-1.27%	Europe	575.3	-5.54	-0.95%
Italy 10yr	4.07	5.9		Information Technology			-1.71%	CAC 40	7,701.95	-67.36	-0.87%
Japan 10yr	2.364	-1.6		Communication Services			-2.02%	DAX	22,200.75	-312.22	-1.38%
				Financials			-2.25%	FTSE MIB	43,379.10	-322.74	-0.74%
Bitcoin USD	67,550	1262	1.90%	Consumer Discretionary			-2.49%	IBEX 35	16,802.50	-160.4	-0.95%
Ethereum USD	2,047.27	46.21	2.31%				-3.05%	FTSE 100	9,967.35	-4.82	-0.05%

Cours au 30/03/26 7:09 AM

Achevé de rédigé à 7h10

Crise au Moyen-Orient : impacts humains, stratégiques et économiques croissants.

- Après 28 jours de conflit, les frappes s'intensifient et les pertes humaines et culturelles en Iran augmentent, tandis que les tensions perturbent les marchés énergétiques mondiaux. Les discussions internationales s'intensifient sans consensus sur un cessez-le-feu, malgré des initiatives comme celle du Pakistan, alors que les alliés pressent Washington de clarifier sa stratégie.
- Le conflit perturbe fortement l'économie mondiale, affectant l'industrie, le commerce maritime et l'approvisionnement énergétique, avec des réactions déjà visibles en Europe, en Afrique et en Asie.
- Le conflit s'élargit avec l'entrée des Houthis et des frappes régionales croissantes, tandis que l'Iran et ses adversaires poursuivent des attaques de drones et missiles. Malgré des destructions importantes revendiquées par les États-Unis et Israël, une part significative de l'arsenal iranien reste active ou incertaine, permettant la poursuite des frappes. Les tensions montent avec l'hypothèse d'une intervention terrestre américaine pour sécuriser de l'uranium enrichi, une option risquée pouvant prolonger le conflit malgré des efforts diplomatiques parallèles.

Le conflit au Moyen-Orient entre dans son 28^{ième} jour avec une intensification des frappes et des conséquences humaines de plus en plus lourdes. Les autorités iraniennes ont rapporté que les bombardements menés par les Etats-Unis et Israël ont endommagé au moins 120 musées, sites culturels et bâtiments historiques à travers le pays, causant des dégâts structurels majeurs. Parallèlement, la situation humanitaire reste critique. Sur le plan économique, cette instabilité fait peser une menace directe sur les flux énergétiques mondiaux, provoquant une volatilité accrue sur les marchés financiers.

Les points clefs des dernières heures :

- **Sur la scène diplomatique**, le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a rejoint ses homologues du G7 près de Paris pour une réunion d'urgence dominée par l'impact économique mondial de la guerre. **Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio estime que les objectifs de Washington en Iran pourraient être atteints « dans les deux prochaines semaines » sans troupes au sol.** Les discussions se

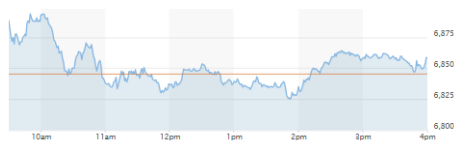
concentrent particulièrement sur la sécurisation des routes maritimes, la diplomatie britannique soulignant que l'économie mondiale ne doit pas être prise en otage par le blocage des détroits. L'ONU appelle à une enquête rapide et à la justice face aux horreurs constatées sur le terrain, alors que la stratégie de la Maison Blanche reste sous la pression de ses alliés pour clarifier les prochaines étapes du conflit. Toutefois, la communauté internationale reste divisée sur les modalités d'un cessez-le-feu, les positions divergeant entre le soutien aux impératifs de sécurité et la condamnation des frappes disproportionnées. De son côté, **le Pakistan tente de s'imposer comme un médiateur clé en affirmant que son plan de pourparlers de paix reçoit un soutien international grandissant.** Face à l'impasse militaire au Moyen-Orient, Islamabad a proposé une feuille de route diplomatique visant à instaurer une trêve immédiate et à ouvrir des corridors humanitaires sécurisés. Plusieurs nations arabes et asiatiques auraient manifesté leur intérêt pour cette initiative, y voyant une alternative crédible aux stratégies de confrontation actuelles. Le gouvernement pakistanais souligne que l'épuisement des ressources et l'impact économique mondial de la guerre rendent la négociation incontournable pour toutes les parties concernées. **Malgré ces efforts de médiation, la résolution du conflit semble lointaine, chaque camp durcissant ses positions stratégiques dans un contexte de recomposition des alliances géopolitiques.**

- **Impact économique :** Les effets en cascade sur l'économie mondiale sont nombreux. Par exemple, sur le plan industriel, la production de *Khuzestan Steel Company*, grande aciérie iranienne, a été interrompue après que plusieurs de ses unités ont été touchées par des frappes américano-israéliennes. Dans le détroit d'Ormuz, les Gardiens de la Révolution ont forcé trois porte-conteneurs à faire demi-tour. La Thaïlande a toutefois annoncé avoir conclu un accord bilatéral avec l'Iran pour garantir le transit sécurisé de ses pétroliers. En Allemagne, le chancelier Friedrich Merz a évoqué la possibilité de maintenir des centrales à charbon en activité si la guerre provoque des pénuries énergétiques. Au Kenya, entre 6 000 et 8 000 tonnes de thé, d'une valeur d'environ 24 millions \$, sont bloquées au port de Mombasa. Les ministres de l'Énergie de l'UE se réuniront mardi en visioconférence pour échanger sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique.
 - **Les rebelles houthis du Yémen ont tiré samedi un missile en direction d'Israël, marquant leur entrée dans le conflit**, tandis qu'Israël poursuit ses frappes sur l'Iran, notamment sur des installations de production d'armes. L'Iran continue de son côté ses ripostes : des drones ont frappé l'aéroport international du Koweït, un site d'Emirates Global Aluminium à Abu Dhabi, et le port omanais de Salalah, évacué et suspendu pendant 48 heures.
 - Selon cinq sources proches du renseignement américain, citées par *Reuters*, les États-Unis ne peuvent certifier **la destruction que d'environ un tiers de l'arsenal de missiles iranien**, une évaluation qui contraste fortement avec les déclarations de Donald Trump affirmant que l'Iran n'avait « plus que très peu de roquettes ». **Le sort d'un second tiers reste incertain, ces missiles étant probablement endommagés, détruits ou enfouis dans des tunnels et bunkers souterrains.** Une proportion similaire s'appliquerait aux capacités en drones. **Un responsable du Pentagone a précisé que les attaques iraniennes avaient diminué d'environ 90% depuis le début de la guerre le 28 février, et que plus de 66% des installations de production de missiles, drones et navires avaient été endommagées ou détruites. Les frappes américano-israéliennes**
-

ont touché plus de 10 000 cibles militaires iraniennes et coulé 92% des grands navires de la marine iranienne. Des responsables israéliens estiment pour leur part avoir neutralisé 70% de la capacité de lancement iranienne, tout en reconnaissant en privé que l'élimination des 30% restants sera sensiblement plus difficile. L'Iran a, toutefois, démontré qu'il n'était pas à court de munitions : il a tiré 15 missiles balistiques et 11 drones sur les Emirats arabes unis, et a utilisé pour la première fois la semaine dernière des missiles à longue portée contre la base américano-britannique de Diego Garcia dans l'océan Indien.

- Téhéran a officiellement accusé Washington de planifier une offensive terrestre d'envergure.** Selon les autorités iraniennes, les mouvements de troupes et le renforcement logistique des Etats-Unis dans la région indiquent une préparation active pour une implication directe sur le terrain, dépassant le simple cadre du soutien tactique. Selon la presse américaine de ce matin, **le président Trump envisage actuellement une opération militaire de haute voltige visant à extraire près de 500 kilogrammes d'uranium enrichi situés sur le territoire iranien.** Cette mission, jugée extrêmement complexe et risquée par les officiels de Washington, impliquerait le déploiement de forces américaines au sol pour une durée pouvant s'étendre sur plusieurs jours. Bien qu'aucune décision définitive n'ait été arrêtée, **le chef de l'Etat évalue le danger potentiel pour ses troupes tout en maintenant cette option ouverte pour atteindre son objectif prioritaire : empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.** En parallèle, des pressions sont exercées via des intermédiaires tels que le Pakistan, la Turquie et l'Egypte pour obtenir la remise volontaire de ce matériel comme condition préalable à la fin des hostilités. Si l'administration espère conclure le conflit d'ici la mi-avril, les experts militaires avertissent qu'une saisie par la force pourrait au contraire prolonger la guerre et déclencher des représailles massives. De son côté, **le président Trump a exprimé un optimisme prudent quant à la conclusion prochaine d'un accord avec les nouvelles autorités de Téhéran. Il estime que les récents changements au sein de la direction iranienne ouvrent une fenêtre d'opportunité pour une résolution diplomatique durable. Washington maintient toutefois sa stratégie de pression maximale, affirmant que si un compromis est envisageable.**

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances

Etats-Unis

La séance de vendredi sur la bourse américaine s'est soldée par une nette correction des principaux indices, sur fond d'escalade géopolitique au Moyen-Orient et de tensions persistantes sur les marchés de l'énergie, alimentant un regain marqué d'aversion au risque. Le S&P 500 a ouvert en baisse, à 6 454 (-0,5%), puis à rapidement chuté sous les 6 400, pour tomber à 6 356, avant de légèrement rebondir à 6 369 (-108 points), en baisse de 1,7%. Le Dow Jones a perdu -1,7% à 45 167 (-793 points) et le Nasdaq a chuté de -2,2% à 20 948 (-460 points), tandis que l'indice de volatilité VIX a progressé de 13,2% à 31,1 points, dans ce contexte d'incertitude accrue, traduisant une forte demande de protection).

Dès l'ouverture, les indices ont été orientés à la baisse malgré l'annonce par Donald Trump d'un report de dix jours de l'échéance imposée à l'Iran pour parvenir à un accord, **les investisseurs restent sceptiques quant à une désescalade rapide du conflit.** La situation s'est rapidement détériorée après des frappes israéliennes sur des installations nucléaires iraniennes, notamment une usine d'eau lourde, renforçant les craintes d'un conflit prolongé susceptible de perturber durablement les flux énergétiques mondiaux. La fermeture partielle



(Source : Marketwatch)

du détroit d'Ormuz et les entraves au trafic maritime, illustrées par le refoulement de navires chinois, ont exacerbé ces inquiétudes, propulsant les prix du pétrole : le Brent a grimpé à 107 \$ le baril et le WTI au-dessus des 100 \$, des niveaux qui ravivent les craintes inflationnistes et pèsent directement sur les valorisations actions. Dans ce contexte, les rendements obligataires ont fortement progressé, les taux à 10 ans américains se sont rapprochés, un plus haut proche de 4,48% (un sommet de huit mois), tandis que les taux allemands et japonais inscrivait également des sommets pluriannuels, signalant une réévaluation globale du risque inflationniste et un ajustement des anticipations de politique monétaire. Les marchés monétaires n'anticipent désormais plus de baisse de taux de la banque centrale américaine en 2026.

Sur le plan sectoriel, la séance a été dominée par une forte rotation, les valeurs technologiques et de croissance étant particulièrement pénalisées par la remontée des taux et la hausse de la prime de risque, tandis que les valeurs énergétiques ont bénéficié de la flambée des cours du brut. Les méga-capitalisations ont ainsi pesé lourdement sur les indices, accentuant la baisse généralisée. Par ailleurs, **les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ont refait surface, Pékin lançant des enquêtes sur les pratiques commerciales américaines en représailles aux mesures de Washington**, ce qui a contribué à dégrader encore davantage le sentiment de marché.

Du côté des indicateurs économiques, la séance a été marquée par la publication de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan pour mars, révisé en baisse à 53,3 contre 55,5 en estimation préliminaire et sous le consensus de 54,0, traduisant une détérioration du moral des ménages dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et d'incertitudes géopolitiques. **La forte baisse du moral des ménages les plus aisés, affecté par la chute de la bourse, a assombré les perspectives de consommation**. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à un an ont été révisées à la hausse à 3,8% (contre 3,4% précédemment), dépassant les attentes, mais les anticipations à plus long terme sont restées stables à 3,2%, légèrement en-dessous des attentes. **Ces données ont conforté le mouvement de hausse des rendements obligataires et pesé sur les actifs risqués, en alimentant le scénario d'une politique monétaire plus restrictive plus longtemps que prévu**.

Du côté des valeurs, les baisses ont été particulièrement marquées dans la technologie et les logiciels, avec **Datadog** (- 7,9%), **Autodesk** (- 4,2%), **Intuit** (- 3,7%), **Salesforce** (- 3,4%), **ServiceNow** (- 4,1%) et **Workday** (-3,0%), tandis que les géants technologiques ont également reculé, **Amazon** (- 4,0%), **Meta Platforms** (- 4,0%), **Nvidia** (- 2,2%), **Tesla** (- 2,8%), **Microsoft** (- 2,5%), **Alphabet** (- 2,3%) et **Apple** (- 1,6%), contribuant largement à la baisse du Nasdaq. Les valeurs de cybersécurité ont également souffert après des inquiétudes liées à un nouveau modèle d'intelligence artificielle, **DeepSeek R1**, perçu comme très performant, moins coûteux et potentiellement plus accessible, ce qui alimente la crainte d'un usage accru par des acteurs malveillants. En effet, ce type d'IA pourrait faciliter la création automatisée de *malwares* sophistiqués, de campagnes de *phishing* très crédibles et d'attaques à grande échelle, tout en améliorant les techniques de contournement des systèmes de sécurité, ce qui accroît le risque cyber global, mais introduit aussi une incertitude sur la capacité des entreprises du secteur à maintenir leur avantage technologique face à une innovation rapide et plus diffuse, conduisant les investisseurs à ajuster leurs anticipations et à se désengager temporairement de ces valeurs. **Okta** (- 7,8%), **CrowdStrike** (- 5,9%), **Palo Alto Networks** (- 6,0%) et **Zscaler** (- 5,9%) ont chuté, tandis que les valeurs exposées aux cryptomonnaies ont reculé dans le sillage du *Bitcoin* comme **Riot Platforms** (- 8,6%) et **Coinbase** (- 7,1%). A l'inverse, le secteur de l'énergie a surperformé, porté par la hausse du pétrole, avec **Halliburton** (+ 4,2%), **Exxon Mobil** (+ 3,4%), **APA Corp** (+ 3,7%), **SLB** (+

2,3%), **Valero Energy** (+ 2,5%) et **Chevron** (+ 1,6%), cette dernière figurant parmi les rares soutiens du Dow Jones.

Sur le front des valeurs individuelles, **Argan** (+ 37,9%) s'est envolé après des résultats largement supérieurs aux attentes, **Unity Software** (+ 13,4%) a bondi grâce à la solidité de son activité publicitaire liée à l'IA, et **Entergy** (+ 6,8%) a progressé après un accord stratégique avec Meta Platforms pour alimenter un *data center*, tandis que **Wix** (- 2,7%) et **Two Harbors** (- 1,6%) ont reculé après des dégradations d'analystes.

Globalement, la séance a été dominée par un *cocktail* défavorable associant tensions géopolitiques, choc énergétique, remontée des taux longs et détérioration des anticipations macroéconomiques, poussant les indices à leurs plus bas niveaux depuis plus de six mois et confirmant une dynamique baissière installée depuis plusieurs semaines. **Le S&P 500 recule désormais de 8,7% par rapport à son plus haut du 27 janvier et est passé sous sa moyenne mobile à 200 jours la semaine dernière.**

Détail de la séance sur les valeurs : cf. *Les US en Actions*.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Ce matin, les contrats à terme sur les indices boursiers américains, après une ouverture en forte baisse, reviennent vers l'équilibre, mais les cours du pétrole restent en hausse, alors que les investisseurs prennent conscience que les effets économiques de la guerre d'Iran risquent de durer plus longtemps que prévu. Alors qu'une unité expéditionnaire des Marines arrivait au Moyen-Orient, portant le nombre de soldats américains à environ 50 000, l'Iran a averti qu'il « détruirait » toute invasion terrestre américaine. Pendant ce temps, les forces américaines et israéliennes continuaient de bombarder des cibles en Iran, y compris dans la capitale, Téhéran, alors que le détroit critique d'Ormuz restait effectivement fermé au trafic pétrolier. Samedi, des rebelles houthis basés au Yémen ont déclaré être entrés dans le conflit, tirant deux missiles sur Israël.

Le **Nikkei 225** recule de 3,3%, pour passer sous les 52 000, atteignant son plus bas niveau cette année, alors que les tensions croissantes au Moyen-Orient et la flambée des prix du pétrole continuent de peser sur les actions mondiales. Le Japon est sous le choc énergétique et s'apprête à commencer à libérer du pétrole depuis des réserves d'urgence pour en atténuer l'impact. Les marchés ont également dû faire face à un fort affaiblissement du yen et à la hausse des rendements des obligations d'État japonaises, alimentant les spéculations selon lesquelles la Banque du Japon pourrait relever les taux d'intérêt dès le mois prochain. Selon la *BoJ*, de nouvelles hausses de taux directeur au Japon restent appropriées à mesure que l'activité économique et les prix s'améliorent, avec une accommodation monétaire qui devrait être progressivement réduite si les perspectives se confirment. Le résumé des opinions de mars de la Banque du Japon a noté que, malgré des hausses antérieures, les conditions financières restent laxistes et que les reculs des investissements se sont largement reflétés par des pénuries de main-d'œuvre et une hausse des coûts des matériaux plutôt que par des taux plus élevés. Pourtant, l'incertitude au Moyen-Orient a pesé sur le sentiment, poussant le conseil à maintenir des taux stables lors de sa dernière réunion. Le resserrement futur dépendra des salaires, de l'inflation, des conditions financières et des risques géopolitiques. Les décideurs évalueront si des conditions accommodantes persistent et comment les hausses salariales et les « hausses de prix en début de période » se propagent largement. Bien que les risques externes puissent faire grimper les prix et freiner la croissance, l'inflation devrait être en hausse. Les décideurs de la politique monétaire ont souligné la nécessité d'ajuster la politique sans délai si les conditions se maintiennent, tout en évitant une inflation soutenue supérieure à 2%. Les taux à

10 ans du Japon sont tombés à environ 2,369% ce matin (- 1,2 pb) mais ils sont restés proche de leurs niveaux les plus élevés depuis 1999. Un yen fortement affaibli, qui a dépassé le seuil critique de 160 yens par dollar, a encore accru la pression sur la banque centrale pour agir, compte tenu de l'impact des coûts d'importation plus élevés sur les ménages et les entreprises. Enfin, ce lundi est la date ex-dividende pour de nombreuses entreprises dont les exercices financiers se terminent en mars et septembre. Les actions technologiques ont mené la vente, avec de fortes pertes de Kioxia Holdings (- 1,6%), SoftBank Group (- 7,9%), Advantest (- 5,7%), et Disco Corp (- 3,7%).

Le **Shanghai Composite** est en hausse de 0,2% tandis que le **Hang Seng** perd 0,9%, prolongeant ses pertes de la semaine précédente. Le sentiment du marché reste sous pression face à l'escalade des tensions au Moyen-Orient. Pour aggraver le malaise des investisseurs, quelques navires liés à la Chine ont fait demi-tour près du détroit d'Hormuz, un développement inhabituel compte tenu des liens traditionnellement stables entre Pékin et Téhéran. En revanche, les actions de l'énergie ont surperformé sur la hausse des prix du pétrole, en particulier PetroChina (+ 2,7%) et CNOOC (+ 0,4%). Par ailleurs, les tensions entre la Chine et les États-Unis ont augmenté après que Pékin a protesté contre un avis américain concernant l'élargissement des règles de sécurité nationale de Hong Kong, ajoutant de l'incertitude autour de l'environnement réglementaire et de la participation étrangère.

Le **KOSPI** recule de 2,8%, prolongeant les pertes vers son niveau le plus bas depuis près de quatre semaines, alors que la montée des tensions au Moyen-Orient a freiné l'appétit pour le risque. La hausse des prix du pétrole a renforcé la pression, en raison de craintes de perturbations de l'approvisionnement, exacerbant les inquiétudes concernant l'économie sud-coréenne dépendante de l'énergie et alimentant les risques d'inflation et de croissance. Le won coréen restait sous pression proche du niveau de 1 500 par dollar. Les pertes ont été largement attribuées aux grandes capitalisations, notamment Samsung Electronics (- 2,0%), SK Hynix (- 4,7%), Hyundai Motor (- 5,1%), SK Square (- 6,6%) et HD Hyundai Heavy Industries (- 3,7%).

Les actions australiennes, le **S&P/ASX 200**, reculent de 0,7%, marquant une troisième baisse consécutive. Cette baisse a suivi des contrats à terme américains plus faibles, la guerre en Iran entrant dans sa cinquième semaine et suscitant des inquiétudes quant aux répercussions économiques plus larges, notamment en raison de la hausse des coûts énergétiques. L'OCDE a averti la semaine dernière que l'Australie pourrait faire face à l'un des taux d'inflation les plus élevés parmi les économies avancées. Les principaux acteurs du secteur des transports, dont Uber et Qantas, annoncent des hausses de prix, ont indiqué les médias locaux. Les pertes sont généralisées, menées par les biens de consommation, les services industriels, la logistique et les actions financières. Les baisses notables comprenaient Wisetech Global (- 5,0%), Xero Ltd. (- 3,6%), Mineral Resources (- 2,2%) et Ramsay Health Care (- 0,9%).

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

La séance obligataire, de vendredi, s'est inscrite dans un contexte de tensions extrêmes, marqué par une remontée généralisée et rapide des taux souverains, traduisant une crainte inflationniste, qui domine désormais largement sur les réactions de « *risk-off* ». Aux États-Unis, la courbe des taux s'est fortement dégradée avec un rendement à 30 ans flirtant avec les 5,0% (4,997% en séance avant de retomber à 4,972% en clôture), un 10 ans à 4,49% (et clôture à 4,438%) et un taux à 2 ans très volatil, oscillant entre 4,03% à 3,90%, pour clôturer à 3,928%. Sur le mois, **la hausse est particulièrement marquée, avec près de + 50 pb sur le 10 ans depuis fin février, signe d'un retournement profond**

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

des anticipations de politique monétaire. Le *spread* entre les taux à 2 ans et 10 ans s'est encore resserré à 51 pb, reflétant une combinaison préoccupante d'anticipations inflationnistes élevées et de ralentissement économique, soit un véritable effet de ciseaux pour l'économie. Les données macroéconomiques ont renforcé ce diagnostic, avec une nette dégradation de la confiance des ménages mesurée par l'Université du Michigan et, surtout, une remontée des anticipations d'inflation à un an, passée de 3,4% à 3,8%, incitant les ménages à réduire leurs dépenses. **La hausse des taux longs, notamment au-delà de 5% sur le 30 ans, propulse les taux hypothécaires au-dessus de 7%, seuil critique pour le marché immobilier.** En Europe, la tension est encore plus spectaculaire, avec une revalorisation rapide des primes de risque et une remontée généralisée des rendements souverains. Le *Bund* allemand à 10 ans a franchi les 3,1% (jusqu'à 3,13%), un plus haut depuis 2011, enregistrant une hausse mensuelle proche de 50 pb, tandis que les marchés intègrent désormais plusieurs hausses de taux de la BCE. Les propos de Christine Lagarde sur la persistance potentielle des chocs énergétiques ont renforcé ce mouvement. En France, l'OAT à 10 ans atteint 3,841% (+ 5 pb), avec un pic à 3,88%, soit un plus haut depuis 2009, mais les *spreads* restent relativement contenus face au *Bund*, signalant une perception de risque encore maîtrisée. En revanche, l'Italie subit une pression plus marquée avec un BTP à 10 ans autour de 4,07% (+ 5,8 pb) et un écart BTP/Bund proche des plus hauts récents, traduisant une sensibilité accrue des pays périphériques à un environnement de taux durablement élevés. Dans les autres régions, le Royaume-Uni connaît également une forte tension, avec le *Gilt* à 10 ans repassant au-dessus de 4,921% (+ 5 pb), au plus haut depuis 2008, dans un contexte de révision des anticipations de politique de la *Bank of England* vers des hausses de taux. **Cette remontée met sous pression certains segments financiers sensibles, notamment les fonds de pension, même si la situation reste sous contrôle contrairement à la crise de 2022.** Globalement, les marchés obligataires envoient des signaux d'alerte multiples : faible demande lors des adjudications, hausse rapide des rendements réels et nominaux, et réévaluation brutale des trajectoires monétaires. La flambée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient agit comme catalyseur d'un choc inflationniste global, poussant les banques centrales à maintenir, voire renforcer, leur posture restrictive, au risque d'accroître le ralentissement économique mondial.

Sur le marché des changes, le renforcement du dollar s'observe dans un environnement de forte aversion au risque, mais où la devise américaine bénéficie pleinement de son statut de « devise refuge » et surtout du puissant soutien des taux d'intérêt. Le *Dollar Index* a progressé de 0,3% pour repasser au-dessus des 100, à 100,2, enregistrant une hausse hebdomadaire de 0,5% et s'orientant vers sa meilleure performance mensuelle depuis près d'un an. Ce mouvement est alimenté par deux facteurs majeurs : d'une part, les flux vers les « devises refuges » dans un contexte de guerre prolongée au Moyen-Orient et d'incertitudes diplomatiques persistantes. D'autre part, la remontée rapide des rendements obligataires américains, avec un 10 ans autour de 4,4% et un 30 ans proche des 5,0%, traduisant un durcissement brutal des anticipations de politique monétaire de la banque centrale. Cette combinaison renforce l'attractivité relative des actifs libellés en dollars et relance des stratégies de portage (« *carry trade* »), notamment face au yen. En Europe, l'euro s'est légèrement replié face au dollar (- 0,2% à 1,1546 \$), dans un contexte où les tensions obligataires sont également marquées et où les anticipations de resserrement de la BCE se renforcent, sans toutefois suffire à soutenir la monnaie l'euro face à la dynamique américaine. Les écarts de taux restent encore modérés entre les deux zones, limitant la volatilité, mais la tendance demeure légèrement défavorable à l'euro. En revanche, les mouvements sont beaucoup plus prononcés face aux devises refuges traditionnelles et asiatiques : le franc suisse s'apprécie nettement, tandis que le yen constitue le fait marquant de la séance avec un net décrochage au-delà de 160 pour un dollar, un seuil critique qui n'avait plus été franchi depuis mi-2024.

Cette faiblesse s'explique quasi-exclusivement par l'écart de taux massif entre les Etats-Unis et le Japon, favorisant des flux massifs de *carry trade* au détriment de la devise japonaise. Cette situation accroît la probabilité d'une intervention de la *Bank of Japan*, comme lors des épisodes précédents de forte dépréciation. Dans les autres zones, la *livre sterling* recule également face au dollar, à 1,3267 \$, affectée par la révision des anticipations de politique monétaire de la *Bank of England* et par des indicateurs domestiques dégradés, notamment la confiance des ménages. Les devises cycliques comme le dollar australien sont pénalisées par la montée des risques globaux et la hausse des prix de l'énergie, accentuant les déséquilibres extérieurs. Globalement, le dollar s'impose comme la principale devise refuge, soutenue à la fois par les flux de sécurité et par des rendements élevés, dans un environnement de forte incertitude géopolitique et économique.

Les métaux précieux ont connu une séance de rebond marqué, dominée par un rattrapage technique de l'or après la correction observée en début de semaine, dans un contexte toujours fortement influencé par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et leurs implications macroéconomiques. L'or a progressé de 2,6% à près de 4 500 \$ après un pic *intraday* à 4 555 \$. Ce mouvement s'explique principalement par des rachats à bon compte après la chute ayant conduit le métal jaune à un plus bas de quatre mois, autour de 4 098 \$. Les investisseurs ont ainsi profité du passage sous certains seuils techniques clés, notamment la moyenne mobile à 200 jours, pour se repositionner à l'achat, considérant cette phase de repli comme une opportunité stratégique dans un environnement incertain. Toutefois, la dynamique reste ambivalente : d'un côté, le statut de valeur refuge de l'or continue d'attirer les flux dans un contexte de guerre prolongée entre les Etats-Unis et l'Iran, désormais entrée dans sa quatrième semaine, avec des répercussions importantes sur les prix de l'énergie et des matières premières, de l'autre, la remontée des anticipations d'inflation, alimentée notamment par le maintien des prix du pétrole au-dessus de 110 \$, modifie sensiblement les attentes de politique monétaire. Malgré cela, les perspectives de moyen terme demeurent orientées à la hausse selon plusieurs institutions financières. Enfin, les autres métaux précieux ont suivi la tendance haussière, avec une progression de l'argent (+ 1,8% à 69,8 \$), du platine (+ 2,3% à 1 869 \$) et du palladium (+ 1,8% à 1 377 \$), traduisant un regain d'appétit global pour le segment dans un contexte de marché toujours dominé par l'incertitude géopolitique et les arbitrages entre inflation et politique monétaire.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les marchés pétroliers ont connu une nouvelle séance de forte tension vendredi, marquée par une envolée des prix alimentée avant tout par l'aggravation des risques géopolitiques au Moyen-Orient et les perturbations persistantes dans le détroit d'Ormuz. Le baril de *Brent* de la mer du Nord, pour livraison en mai, a terminé en hausse de 4,2%, à 112,57 \$, repassant le seuil des 110 \$ pour la première fois depuis le décrochage de lundi dernier. Quant au baril de *West Texas Intermediate (WTI)* américain, il a frôlé les 100 \$, pour finir à 99,64 \$, en progression de 5,5%. Le *WTI* a frôlé le seuil symbolique des 100 \$ et atteignant un plus haut depuis juillet 2022. Malgré la décision de Donald Trump de repousser au 6 avril l'ultimatum adressé à l'Iran pour rouvrir le détroit, les marchés ont retenu surtout l'intensification des tensions militaires, notamment les discussions autour d'un possible déploiement de 10 000 soldats supplémentaires et les menaces explicites de Téhéran contre toute navigation dans la zone. La situation sur le terrain, avec des navires refoulés et des incidents maritimes, renforce l'idée d'une fermeture de *facto* du détroit, contribuant à une hausse de près de 40% du *WTI* depuis le début du conflit. En parallèle, les données domestiques américaines ont montré un recul du nombre de

plateformes de forage, signal précoce d'un possible ralentissement de l'offre, accentuant les pressions haussières. En Europe, la dynamique a été similaire. Les opérateurs européens restent focalisés sur l'absence de progrès diplomatique et sur les risques d'extension du conflit, notamment après l'attaque de la raffinerie russe de Kirishi, qui ajoute un facteur de perturbation supplémentaire sur les capacités de raffinage mondiales. Le marché pétrolier devient de plus en plus insensible aux annonces politiques ponctuelles, intégrant désormais un scénario de crise prolongée. Dans les autres régions, notamment en Asie, les implications sont jugées particulièrement préoccupantes, les économies fortement importatrices étant directement exposées à un choc énergétique majeur. Les experts anticipent des risques de rationnement énergétique, allant de l'électricité en Asie du Nord aux carburants en Asie du Sud et du Sud-Est, en cas de maintien durable des perturbations. A l'échelle globale, la guerre aurait déjà amputé, selon certaines estimations, l'offre mondiale d'environ 11 millions de barils par jour, un choc d'ampleur qui alimente des projections de prix extrêmement élevées. Selon différents scénarios, les cours pourraient osciller entre 100 et 190 \$, avec des pointes potentielles à 200 \$ en cas d'attaque sur les infrastructures clés comme l'île de Kharg, qui concentre l'essentiel des exportations iraniennes. Même en cas d'apaisement partiel, l'incertitude sur la sécurité du transport maritime maintiendrait une forte volatilité. Enfin, la hausse des prix de l'énergie commence déjà à se diffuser à l'ensemble de l'économie mondiale, affectant particulièrement les secteurs énergivores, la chimie, l'agriculture et les chaînes d'approvisionnement, ce qui renforce les craintes d'un choc inflationniste global durable.

Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com